



Projet « Disso Bay Dundé » (Se concerter pour mieux vivre)

1. Présentation du projet

Le projet Disso Bay Dundé (DBD) fait partie du programme international mis en œuvre par ADG en Belgique, au Pérou, en Bolivie, au Sénégal et au Cambodge. L'objectif global de ce programme est de renforcer la souveraineté alimentaire d'une façon durable, en prenant en compte les spécificités liées au genre.

Après une première phase, de 2011 à 2013, cette seconde phase permettra à ADG de capitaliser sur les expériences et d'innover sur les thématiques et méthodologies suivantes :

- *l'agroécologie*, afin d'améliorer durablement les productions agricoles ;
- les *fermes-écoles*, la *recherche-action* et les *visites d'échanges*, afin de promouvoir l'innovation et l'apprentissage de paysan à paysan ;
- le *CEF (Conseil aux Exploitations Familiales)*, afin de comprendre et optimiser les stratégies des EF ;
- la *GPA (Gouvernance Participative et Autonome)*, afin d'appuyer un développement autonome des communautés ;
- le *SEF (Suivi des Exploitations Familiales)*, afin de mieux évaluer et orienter les activités.





2. Zone d'intervention

Le programme intervient dans 3 communautés rurales : Diossong, Mont-Rolland et Dialacoto, situées dans des régions enclavées et caractérisées par des contextes spécifiques.



2. Bénéficiaires

Le programme vise à aider les familles paysannes pauvres des trois communautés rurales (Mont-Rolland, Diossong et Dialacoto). De cette façon, ADG cible directement 1.380 familles et 5.030 familles indirectement. Il fournira également un appui aux associations regroupant les producteurs issus de ces familles.



3. Contexte et problématique

L'agriculture familiale fournit de l'emploi à la majorité des populations rurales, elle occupe la plupart des terres et génère l'essentiel des ressources alimentaires du pays. Néanmoins, le Sénégal fait régulièrement face à des difficultés pour couvrir les besoins alimentaires de sa population. Cette contradiction s'explique par le fait que les exploitations familiales sont confrontées à des contraintes majeures, parmi lesquelles :

- le déficit de moyens de production adaptés (semences, outillage, etc.) et la méconnaissance des techniques de production durables (restauration des sols) qui limitent les rendements ;
- l'insuffisance des moyens disponibles pour la valorisation de la production (transformation, stockage, commercialisation) qui limitent les revenus des familles ;
- une politique agricole nationale qui ne tient pas compte des enjeux réels des familles paysannes.

Enfin, la situation des zones rurales est devenue encore plus pénible dans les dernières années en raison de la désertification et de la dégradation progressive des terres.

4. Objectifs généraux et spécifiques

« Des aspects ciblés de la **souveraineté alimentaire** sont **durablement** renforcés dans les zones d'intervention, en prenant en compte les spécificités liées au **genre** »

Afin d'atteindre cet objectif le programme apporte un appui aux familles paysannes pour améliorer et mieux valoriser leur production agricole. Cet appui se réalise à travers l'intervention des Organisations Partenaires expérimentées et ancrées dans les zones d'intervention. Ces dernières (et leurs contreparties étatiques) bénéficient d'un renforcement institutionnel et technique soutenu par ADG. Pour compléter ces efforts, le programme vise également une meilleure prise en compte des enjeux et spécificités des Exploitations Familiales à tous les niveaux de la gouvernance (locale, régionale et nationale). Finalement, la communication et la diffusion des bonnes pratiques assurent la capitalisation des acquis du projet.

5. Durée

Phase I : 2011-2013 (3 ans)

Phase II : 2014-2016 (3 ans)



6. Partenaires techniques

- Association pour la Promotion des Initiatives Locales (APIL) ;
- Organisation pour la Promotion du Développement Autonome de Dialacoto (OPDAD) ;
- Union des Groupements de Promotion Féminine de Mont-Rolland (UGPF).

7. Budget total et partenaires financiers

Le programme Disso Bay Dundé mène ses activités avec un budget de 608.491 €. Le partenaire financier principal est la DGD (Direction générale Coopération au développement et Aide humanitaire).

